

ser auch auf eine Zusage des Bundesrates aus früheren Jahren, der ihnen mit der Erweiterung der Zolldienste in Domodossola die Erhaltung von Bundesarbeitsplätzen in der Region Brig in Aussicht stellte.

Von der Kommission wurde ohne Gegenstimme Eintreten beschlossen; sie beantragt auch dem Rat Eintreten und Zustimmung zu diesem Kredit von 10,21 Millionen Franken.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

*Detailberatung – Discussion par articles*

#### **Titel und Ingress, Art. 1, 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Titre et préambule, art. 1, 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

38 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

89.079

### **Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft. Bundesgesetz Crédits d'investissements dans l'agriculture et aide aux exploitations paysannes. Loi**

Botschaft vom 27. November 1989 (BBI 1990 I, 194)  
Message du 27 novembre 1989 (FF 1990 I, 166)

*Antrag der Kommission*

*Eintreten*

*Proposition de la commission*

*Entrer en matière*

**M. Roth**, rapporteur: De 1962 à 1988, la Confédération a mis à disposition des cantons un montant total d'environ un milliard 37 millions de francs. Grâce à cette mesure, il est possible d'octroyer des prêts, en général sans intérêts, à des agriculteurs qui, sans faute de leur part, se trouvent dans une situation financièrement difficile et méritent d'être soutenus.

Les crédits d'investissements revêtent une importance considérable sur le plan du revenu agricole. Accordés la plupart du temps sans intérêts, ils permettent actuellement à l'agriculture suisse de faire des économies de quelque 75 millions de francs par an (5,5 pour cent des 1,37 milliard de francs). De plus, des mesures de rationalisation irréalisables sans eux deviennent possibles et c'est sans doute un des instruments qui a contribué puissamment à la rationalisation de notre agriculture. Certaines dispositions importantes de la loi sur les crédits d'investissements et l'aide aux exploitations paysannes perdront leur validité en 1992. La Confédération ne pourrait plus mettre de nouveaux fonds à disposition des cantons pour les crédits d'investissements.

Après avoir consulté une commission d'experts, le Conseil fédéral propose de reconduire cette loi jusqu'en 2012 et il y apporte plusieurs nouveautés. Les principales consistent à souligner l'importance du maintien, et pas seulement de la rationalisation des exploitations paysannes, la nécessité d'une occupation décentralisée du territoire et enfin la nécessité de prendre en compte les exigences de l'aménagement du territoire ainsi que la protection du paysage et de la nature.

Jusqu'ici, il existait dans la loi la possibilité d'octroyer des subides à fonds perdus – possibilité qui n'a pratiquement pas été utilisée. On a donc renoncé à cette forme d'aide et cela a contraint à revoir un nombre relativement élevé de dispositions de cette loi. Ces modifications formelles ont nécessité également une refonte dans la numérotation.

Cette modification de la loi fédérale a été bien accueillie par la commission. Le projet du Conseil fédéral a été amendé sur quelque huit articles et trois propositions de minorité ont subsisté. Ces trois propositions sont en substance les suivantes: une majorité de la commission veut insister sur le fait que les crédits sont ouverts de manière qu'une exploitation proche de la nature soit encouragée (article premier, alinéa 3), alors qu'une minorité et le Conseil fédéral y sont opposés; ensuite, une minorité ne veut pas que des crédits puissent être accordés pour aménager et transformer des bâtiments existants aux fins d'y exercer, à titre principal ou accessoire, une activité non agricole mais touchant de près l'exploitation, notamment en région de montagne (article 14, alinéa premier, lettre g); enfin, une deuxième minorité veut rendre non exhaustive la liste des activités non agricoles mentionnées dans la loi à ce même article 14, alinéa premier, lettre g.

Au chapitre des modifications apportées par la commission au projet du Conseil fédéral, je signale les deux plus importantes: la commission a tout d'abord élargi aux fermiers, sous certaines conditions, l'accès aux crédits d'investissements (article 13) et ensuite elle a supprimé l'interdiction de vendre prévue à l'article 18 estimant qu'il appartenait aux services compétents cantonaux de fixer de cas en cas les conditions du prêt.

Pour ma part, je n'interviendrai dans la discussion de détail que sur les propositions de la commission. Pour le surplus, le projet tel qu'il a été retenu par le Conseil fédéral à la suite de la consultation des experts n'appelle pas de remarques particulières et je ne m'y arrêterai donc pas. En tout état de cause, la commission estime que la loi sur les crédits d'investissements constitue un outil précieux pour l'agriculture et qu'il est nécessaire de proroger pour vingt ans la loi y relative, tout en y apportant les adaptations nécessaires.

Au nom de la commission, je vous invite donc à entrer en matière.

**M. Delalay:** La loi que nous sommes appelés à reconduire aujourd'hui s'est révélée au cours des vingt-cinq dernières années très efficace en matière de politique agricole. Les crédits d'investissements constituent en effet un système de financement très utile. Ainsi, jusqu'à ce jour, près de 50 000 exploitations, c'est-à-dire les trois quarts des entreprises agricoles exploitées à titre principal, ont bénéficié au moins une fois des crédits d'investissements. Ce système se justifie donc car les mesures de rationalisation dont a encore besoin l'agriculture suisse sont facilitées et encouragées par l'aide à l'investissement. Les réductions de coût que ce système entraîne sont d'ailleurs parfaitement compatibles avec nos engagements internationaux et sont répercutées sur la consommation. Enfin, cette aide à l'investissement permet aussi une orientation de la production dans des secteurs où les excédents ne pèsent pas trop sur le marché.

La loi ayant prouvé sa nécessité et son utilité jusqu'à ce jour, l'entrée en matière s'impose sans réserve. Il y a d'autant plus de raisons de la reconduire que le texte proposé par le Conseil fédéral et par la commission a été amélioré sur plusieurs points importants par rapport à la loi actuelle. Ainsi, par exemple, l'article premier fixe la condition que les entreprises agricoles qui veulent bénéficier d'une aide doivent avoir une exploitation proche de la nature. Cela est une faveur à l'égard des petites exploitations familiales et tend à promouvoir, en réponse à une préoccupation de notre temps, une production plus naturelle. Un autre intérêt de cette loi est de permettre à un fermier ou à celui qui exerce une activité agricole à titre accessoire de bénéficier de ces crédits d'investissements. Il

s'agit là également d'un progrès à relever car les fermiers méritent aussi bien que les propriétaires des terres agricoles le soutien nécessaire à l'amélioration de leurs conditions de travail. Le producteur à temps partiel, pour sa part, possède généralement une exploitation de petites dimensions qui ne contribue pas aux excédents tout en mettant sur le marché des produits proches de la nature. Encore faut-il remarquer que, si l'on élargit le champ d'application de la loi sur les crédits d'investissements, il convient d'en assurer le bon fonctionnement en mettant à disposition des fonds suffisants pour permettre son application. Cela n'est pas le cas aujourd'hui où nous constatons que les crédits de la Confédération ne suffisent pas à compenser la dépréciation monétaire.

De la sorte, au fil des années, l'aide s'affaiblit relativement et l'action n'atteint plus son objectif.

La discussion de cette modification de la loi est l'occasion, enfin, d'aborder quelques aspects de son application. Je souhaite à cet égard obtenir de M. le chef du Département de l'économie publique quelques précisions et garanties. Ainsi, par exemple, il arrive trop souvent que les crédits soient refusés sous le prétexte que les travaux qu'il s'agit de financer sont déjà commencés.

Cette règle appliquée de manière trop rigide aboutit à refuser des crédits, alors même que des mesures préalables d'entretien sont prises ou que des travaux préparatoires mineurs et parfaitement réversibles sont effectués pour profiter, soit des conditions météorologiques en altitude, soit de la présence de main-d'oeuvre périodique excédentaire. Dans le même ordre d'idée, lors d'un partage, les crédits d'investissements ont été refusés pour l'amélioration objectivement justifiée du domaine hérité en raison du fait que l'acte avait déjà été signé.

De même, en matière d'application, il conviendrait de mieux apprécier les situations de fait en accordant des crédits d'investissements à un agriculteur qui se forme ou qui se perfectionne, et qui veut acquérir des terres dans la perspective de les exploiter. L'extension de la loi aux activités agricoles accessibles devrait permettre de tenir compte de tels cas d'espèce qui se présentent aussi dans le monde agricole où le perfectionnement professionnel doit être encouragé au même titre que dans d'autres branches économiques.

Je souhaite que les déclarations de M. le chef du Département de l'économie publique à ce sujet, en réponse à mes questions, contribueront à former la doctrine dont s'inspireront les services fédéraux chargés d'appliquer les dispositions légales que nous sommes aujourd'hui appelés à reconduire. C'est dans cet esprit que nous entrons en matière sur le texte proposé. Nous le ferons avec d'autant plus de conviction que nous sommes persuadés que cette loi sera appliquée non seulement d'une manière proche de la nature, mais surtout plus près des besoins des personnes qui sollicitent les crédits d'investissements.

**Ziegler:** Das Bundesgesetz über Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft besteht seit bald 30 Jahren. Seit Inkrafttreten dieses Gesetzes hat der Bundesrat die Möglichkeit, den Kantonen Mittel zur Gewährung von zinsgünstigen oder zinslosen Darlehen zur Verfügung zu stellen. Die Kantone können demnach diese Darlehen einerseits als Investitionskredite zur Verbesserung der landwirtschaftlichen Produktions- und Betriebsgrundlagen, andererseits als Betriebshilfe zur Behebung schwerer finanzieller Bedrängnis einsetzen.

Die Investitionskredite haben seit ihrer Einführung wesentlich zur Verbesserung der landwirtschaftlichen Produktionsgrundlagen sowie zur Modernisierung und Rationalisierung der Landwirtschaft überhaupt beigetragen. Sie haben aber auch den Verschuldungsgrad positiv beeinflusst, das heisst reduziert. Dem Bundesrat ist deshalb beizupflichten, wenn er erklärt, dass sich dieses Gesetz als besonders wirksames Instrument der Agrarpolitik erwiesen habe.

Es dürfte somit klar sein, dass das Gesetz nicht nur notwendig war, sondern sich auch bewährt hat. Aber auch in Zukunft kann auf dieses Gesetz nicht verzichtet werden. Bis Ende 1988 waren rund 52 000 Betriebe direkte Nutzniesser dieser Investitionshilfen. Trotzdem besteht nach wie vor ein hoher Bedarf an

baulichen Investitionen. Dies gilt insbesondere für das Berggebiet. Hier finden wir vor allem die landwirtschaftlichen Betriebe, die aus mehr als einem Heimwesen je auf verschiedener Höhe bestehen, die sogenannten Stufenbetriebe. Die unterschiedliche Höhenlage der einzelnen Betriebe bedingt, dass auf jedem Betrieb Wohnung und Stall vorhanden sein müssen. Das bedeutet doppelten oder gar dreifachen finanziellen Aufwand. Im Kanton Uri waren Ende 1989 – Hoch- und Tiefbau zusammengenommen – rund 300 Projekte angemeldet. In andern Kantonen wird dies kaum besser sein. Das ruft eindeutig einer Weiterführung der Massnahmen des IBG und somit der Verlängerung der Gültigkeit dieses Gesetzes über 1992 hinaus.

Die Weiterführung wird von der vom Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement eingesetzten Expertenkommission einstimmig vorgeschlagen. Im übrigen haben alle Vernehmlasser ausnahmslos die Weiterführung dieses Gesetzes verlangt. Ich empfehle Ihnen deshalb, der beantragten Verlängerung zuzustimmen.

Die Aenderungen, die gleichzeitig mit der Verlängerung der Gültigkeit vorgeschlagen werden, ergeben sich aus den Bestehen des Gesetzes gemachten Erfahrungen. Ich empfehle Ihnen deshalb, auch diesen zuzustimmen. Allerdings darf nicht übersehen werden, dass die Aenderungsvorschläge ins Gewicht fallende Auswirkungen sowohl bezüglich des Kreises der Kreditnehmer als auch bezüglich der unterstützten Massnahmen haben. Die einzelnen Ausweitungen werden in der Detailberatung besprochen werden. Es ist aber offensichtlich, dass die für die Massnahmen zur Verfügung stehenden Mittel nach dem heute geltenden Gesetz nicht ausreichen. Dies beweisen die vielen anstehenden Projekte. Noch weniger werden diese Mittel für die Ausweitungen ausreichen, wenn nicht über das Budget mehr Geld zur Verfügung gestellt wird. Ich meine, auch wenn ich für diese Ausweitungen eintrete und sie für notwendig erachte, dass sie nichts nützen, wenn die finanziellen Mittel nicht zur Verfügung gestellt werden.

Ich empfehle Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und den beantragten Aenderungen zuzustimmen.

**Bühler:** Die Weiterführung des IBG ist gerade heute eine existentielle Notwendigkeit für die Landwirte. Die Verschuldung der Landwirtschaft, die heute schon massiv ist, würde ohne Weiterführung des IBG eine unhaltbare Höhe erreichen. Ohne zusätzliche Bundesmittel – das möchte ich besonders unterstrichen wissen – kann jedoch das vorgelegte Programm nicht erfüllt werden. Mit dem Eintreten auf die Vorlage müssen wir alle uns bewusst sein, dass mehr Geld als bisher zur Verfügung gestellt werden muss. In diesem Sinne bin ich für Eintreten.

Ich äussere mich noch zu zwei weiteren Problemkreisen, die zum Teil schon angesprochen wurden und in der Detailberatung Diskussionen auslösen werden.

1. Die naturnahe Bewirtschaftung soll mit der Ausschüttung dieser Beiträge gefördert werden. Wir Standesvertreter wissen doch zur Genüge, dass die Kantone nur mit grosser Mühe und bei enormem Einsatz die vorgegebenen Ziele im Umweltschutz, sei es bei Wasser, Luft oder Boden, erreichen können. Die Kantone begrüssen jeden noch so kleinen Beitrag. Artikel 1 Absatz 3 Buchstabe b, wie ihn die Kommissionmehrheit vorschlägt, ist deshalb unterstützungswürdig. Lassen wir die Kantone nicht im Stich!

2. Neu sollen die Investitionskredite auch dann möglich sein, wenn der Landwirtschaftsbetrieb ein Zu- oder Nebenerwerbsbetrieb ist. Dies unterstütze ich. Aber dass der landwirtschaftliche Investitionskredit auch auf den nichtlandwirtschaftlichen Nebenerwerbsbetrieb ausgedehnt werden soll, zum Beispiel auf eine Tankstelle, geht doch zu weit.

Nach etlichen Gesprächen mit Bergbauern weiss ich, dass dies nicht der Meinung der Berglandwirte entspricht. Bei Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe g sollte somit der Minderheitsantrag, also Streichung, unterstützt werden. Neben raumplanerischen Gründen und aus Gründen der Wettbewerbsverzerrung, die für die Streichung sprechen, wirkt es kontraproduktiv, wenn wir Absatz 1 Buchstabe g stehen lassen. Das Geld,

das hier ausgegeben würde, fehlte für die eigentliche Unterstützung der Landwirtschaft.

Unterstützen Sie also den Minderheitsantrag. Ich bin für Eintreten.

**Küchler:** Wie Sie gehört haben, hat sich das IBG in der Vergangenheit als äusserst wirksames Instrument der Agrarpolitik bewährt. Dadurch wurden Restfinanzierungen von wichtigen strukturverbessernden Investitionen ermöglicht, die sonst zwangsläufig ausgeblieben wären.

Das IBG dient der schnelleren Anpassung unserer Landwirtschaftsbetriebe an die verschärften Tierschutz- und Gewässerschutzbestimmungen und erweist sich somit als wertvolle Hilfe für den Vollzug in unseren Kantonen.

Das Gesetz soll deshalb auch in Zukunft entsprechend der generellen Zielsetzung des 6. Landwirtschaftsberichtes ganz allgemein zur Erhaltung der bäuerlichen Betriebe beitragen und die Erfordernisse einer dezentralen Besiedlung unseres Landes unter erschwerten Existenzbedingungen angemessen berücksichtigen.

Es erscheint daher zweckmässig, dass das bisherige Gesetz nicht bloss über 1992 hinaus verlängert, sondern gleichzeitig den heutigen agrarpolitischen Gegebenheiten angepasst wird, dass bisherige Lücken, die sich in der Praxis immer wieder gezeigt haben, geschlossen werden.

Insbesondere begrüsse ich die Erweiterung des Anwendungsbereiches, wie dies Herr Kollege Bühler bereits erwähnt hat. Ich erachte es aber auch als richtig, dass das bisherige Konzept des Gesetzes beibehalten wird, wonach nämlich der Bund allein für die Aufstockung der Investitionskredite aufzukommen hat. Die Agrarpolitik soll ja weiterhin primär Bundessache sein. Nur so ist auch in Zukunft eine rechtsgleiche Behandlung aller Bauern und aller landwirtschaftlichen Regionen gewährleistet.

Daneben scheint es mir richtig zu sein, dass die Belange der Raumplanung, des Natur- und des Landschaftsschutzes vermehrt unterstrichen und berücksichtigt werden. Doch dürften sich meines Erachtens gerade in diesem Zusammenhang in der Praxis verschiedene Koordinationsprobleme ergeben. Wir werden nämlich im Zusammenhang mit Artikel 13 und Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe g auf solche Koordinationsprobleme zwischen dieser Gesetzesvorlage und dem landwirtschaftlichen Pachtgesetz einerseits oder zwischen dieser Vorlage und dem Raumplanungsgesetz andererseits stossen; Probleme, die meines Erachtens bis heute nicht gelöst sind.

Ich möchte deshalb den Bundesrat ersuchen, dem Koordinationsproblem zwischen dieser Gesetzesvorlage und den weiteren einschlägigen Bestimmungen in Zukunft die nötige Aufmerksamkeit zu widmen.

Hingegen bedauere ich als Vertreter eines finanzschwachen Kantons, dass der Bund in Zukunft die Hälfte der Verwaltungskosten bei den finanzschwachen Kantonen mit ausgedehntem Berggebiet nicht mehr übernimmt, wodurch der Bund jährlich etwa 415 000 Franken einsparen kann. Im Sinne eines Beitrages an die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen werden sich die betroffenen Kantone, u. a. auch Obwalden, mit dieser Subventionsstreichung abfinden müssen.

Die landwirtschaftlichen Investitionskredite sind ein Instrument zur Begrenzung der Verschuldung der Landwirtschaft. Wir wissen, dass gerade heute bei der kritischen Zinssituation, bei den gestiegenen Hypothekenzinsen, sich diese Verschuldung noch verschärft. Gleichzeitig besteht in den Kantonen nach wie vor ein grosser Gesuchsüberhang. Meine Erkundigungen beim Landwirtschaftsdepartement des Kantons Obwalden haben ergeben, dass dort noch immer ein Gesuchsüberhang besteht. So waren für 1990 beispielsweise Gesuche für 7 Millionen Franken eingereicht. Es standen aber lediglich 3,5 Millionen Franken Gelder zur Verfügung, so dass allein für unseren Kanton im Jahre 1990 ein Ueberhang von 3,5 Millionen Franken besteht. Dieser Ueberhang ist, wie wir auch von Herrn Kollege Ziegler gehört haben, symptomatisch für zahlreiche weitere Kantone mit ausgedehnter Berglandwirtschaft. Mit anderen Worten drängt sich in Zukunft eine Aufstockung der für die Investitionskredite erforderlichen Bundesmittel unter allen Umständen auf. Die Investitionskredite können nur

dann voll zum Tragen kommen, wenn der Bund bezüglich des Fonds de roulement, der zurzeit zirka 1,4 Milliarden Franken beträgt, wenigstens die durchschnittliche jährliche Geldentwertung von zirka 3 Prozent kompensiert, was jährlich allein schon 40 Millionen Franken neue Mittel erfordert. Ueberdies hat der Bund entsprechend der künftigen erweiterten Zielsetzung des Gesetzes zusätzliche Mittel von mindestens nochmals 40 Millionen einzuschüssen.

Ein künftiger jährlicher Mittelbedarf von 80 Millionen Franken gilt also heute als ausgewiesen. Aber Sie wissen: Im Budget 1990 figurieren lediglich 20 Millionen Franken, und – man höre und staune – für das Budget 1991 sollen bloss 15 Millionen vorgesehen sein.

Wir werden auf dieses Thema spätestens bei der Budgetberatung zurückzukommen haben!

Was nützt uns eine Gesetzesrevision mit der erweiterten Zielsetzung, wenn diese mangels finanzieller Mittel hernach nicht zum Tragen kommen kann? Wenn wir also heute zu dieser Revisionsvorlage ja sagen, dann müssen wir auch im Zusammenhang mit dem Budget zu erhöhten Mitteln ja sagen.

Ein Letztes: Im Hinblick auf die EG scheint es mir wichtig, dass die Verschuldung unserer Landwirtschaft, die zufolge der gegenwärtigen Zinspolitik und Zinssituation zweifelsohne noch zunehmen wird, in Grenzen gehalten werden kann und muss. Der Botschaft können Sie entnehmen, dass die Vorlage EG-kompatibel ist und auch nicht im Widerspruch zum Gatt steht. Aus all diesen Gründen bin ich meinerseits für Eintreten auf die Vorlage.

**Gadient:** Die Investitionskredite bilden einen unentbehrlichen und nicht mehr wegzudenkenden Teil des agrarpolitischen Instrumentariums, mit dem der Bund die Ziele der Landwirtschaftspolitik zu verwirklichen sucht. Ich möchte Gesagtes nicht wiederholen und einfach feststellen, dass mit dieser Hilfe in den vergangenen 25 Jahren in einer grossen Zahl von Betrieben die gewaltigen Kosten der Strukturanpassungen zu tragbaren Bedingungen finanziert und damit deren Existenz gefestigt werden konnte.

Mit den vom Bund den Kantonen zur Verfügung gestellten Mitteln von 1,3 Milliarden Franken konnte ein Kreditvolumen von gegen 4,5 Milliarden Franken ausgelöst werden. Daraus ersehen Sie die enorme Effizienz, die im System zinsloser, aber rückzahlbarer Kredite liegt.

Die Weiterführung dieser Finanzierungshilfe stellt für unsere Landwirtschaft aus diesem Grunde eine unabdingbare Notwendigkeit dar. Darüber waren wir uns in der Kommission einig. Darüber waren sich auch alle einbezogenen Instanzen einig, die sich in der Vernehmlassung geäussert haben.

Nun weist diese Vorlage besondere Komponenten auf. Das Wesen des Investitionskredites – Herr Küchler hat das soeben erwähnt – liegt darin, dass auch der Verschuldungsgrad beeinflusst wird. Präzisierend ist festzustellen, dass seit der letzten Aenderung des IBG im Jahre 1971 die Bezüger verpflichtet worden sind, für ihre anderen Darlehen angemessene Rückzahlungen zu leisten.

Und so heisst es in der Botschaft zutreffend: «Dank dieser Bedingung, zusammen mit den durch die Investitionskredite erzielten Zinseinsparungen, lässt sich zu einem nicht unwesentlichen Teil erklären, warum der beachtliche Strukturwandel in der schweizerischen Landwirtschaft praktisch ohne Zunahme des Verschuldungsgrads stattfinden konnte.»

Ich glaube feststellen und anerkennen zu dürfen, dass hier in richtiger Richtung vorgegangen worden ist und dass die Landwirtschaftspolitik nicht so ganz ineffizient war, wie ihr das oft unterstellt wird.

Noch einmal: Wir sind mit Blick auf Europa 92 sehr daran interessiert, alles daran zu setzen, die aktuellen Strukturen weiter zu festigen, um dadurch mit konsolidierten Betrieben und Voraussetzungen in diese Entwicklung eintreten zu können. Es läuft sodann darauf hinaus, dass der beste Apparat nichts nützt, wenn die adäquaten Geldmittel nicht vorhanden sind. Sie wissen, was ich damit meine. Wenn die Betriebsmittel nicht vorhanden sind, werden die Zielsetzungen nicht realisierbar sein. Das ist soeben von verschiedenen Votanten unterstrichen worden. Ich erlaube mir, das noch anhand von wenigen

Zahlen aus dem stark betroffenen Kanton Graubünden zu verdeutlichen.

Wir hatten ein Bundesbudget von 20 Millionen für das Jahr 1990. 1989 waren es noch 26,2 Millionen; 1988 55 Millionen Franken. Der Kanton Graubünden partizipierte 1988 mit 5,5 Millionen, 1990 noch mit 1,85 Millionen an diesen Mitteln. Der Kreditbedarf für unseren Kanton 1991 wäre so hoch, dass 4,5 Millionen Franken Bundesmittel erforderlich wären. Das hiesse, dass die Budgetposition 1990 praktisch auf 40 Millionen verdoppelt werden müsste, um das zu erreichen. Und das ist nicht aus irgendeiner Phantasievorstellung heraus argumentiert, sondern die Zuteilung von 4,5 Millionen Franken Bundesmitteln wäre zur Realisierung der erforderlichen 50 subventionierten Stallbauten und von 10 Meliorationsfonds-Ställen nötig. Das bei einer Warteliste von 500 Ställen!

Dazu kommen nun die Auflagen, die wir selber gemacht haben: die Auflagen des neuen Tierschutzgesetzes, welche zusätzliche finanzielle Mittel notwendig machen, ein vom Gesetzgeber provoziertes Erfordernis, das in krassem Widerspruch zu den erwähnten Kürzungen steht.

Mit diesen Feststellungen möchte ich den Bundesrat mit Nachdruck auf die erwähnten prekären Finanzierungsverhältnisse aufmerksam machen und höflich darum ersuchen, dieser Entwicklung im Budget gebührend Rechnung zu tragen.

**Rüesch:** Wir alle sind uns einig, dass dieses Gesetz notwendig ist, dass dieses Gesetz uns sehr viel gebracht hat. Die Zahlen, die Herr Gadiant vorhin erwähnt hat, kann man noch ergänzen mit der Tatsache, dass bis heute über 50 000 Betriebe einen Kredit erhielten. Das Gesetz soll nun ausgeweitet werden. Der Bundesrat schreibt auf Seite 9 der Botschaft, das Gesetz solle in Zukunft «auch zur Erhaltung der bäuerlichen Betriebe beitragen und ganz allgemein die Erfordernisse einer dezentralen Besiedlung und erschwelter Existenzbedingungen berücksichtigen.»

Diese Ausweitung ist aus staatspolitischen und raumplanerischen Gründen sehr zu begrüssen; sie liegt insbesondere im Interesse der Erhaltung unserer Berglandwirtschaft und dient der Erhaltung der dezentralen Besiedlung des Alpenraumes und des Voralpenraumes.

Um dieses Ziel zu erreichen, sollen in Zukunft in Gebieten, in welchen die Bodenbewirtschaftung und eine genügende Besiedlungsdichte gefährdet sind, auch Investitionskredite zur Förderung eines nichtlandwirtschaftlichen Nebenerwerbs gewährt werden.

Diese Ausweitung begrüessen wir. Aber im Gegensatz zu Herrn Bühler bin ich der Auffassung, dass wir bei dieser Ausweitung auch einen zweiten Schritt machen müssen. Wir sollten, wie das Gesetz dies nach bundesrätlichem Vorschlag und der Mehrheit der Kommission vorsieht, die Anwendung ausweiten können auf den nichtlandwirtschaftlichen Teil.

Dabei denken wir nicht etwa an jene Tankstelle, Herr Bühler, die Sie erwähnt haben, sondern vielleicht an andere «Tankstellen» in Form von Sommerrestaurants in Bauernhäusern in den Voralpen, die von Touristen sehr geschätzt werden und kaum eine Wettbewerbsverzerrung mit sich bringen. Aber ich habe Fälle gesehen, in denen eine solche Sommer-Bergwirtschaft in einem Landwirtschaftshaus saniert werden sollte, die Möglichkeit aber nicht bestand, die finanziellen Mittel aufzubringen. Die gesundheitspolizeilichen Vorschriften konnten nicht mehr eingehalten werden. Der Restaurantbetrieb ging ein, und kurz darauf ging auch der Landwirtschaftsbetrieb ein, weil der Nebenerwerb ausfiel. Darum müssen wir meines Erachtens diesen zweiten Schritt tun. Im übrigen liegt die Erhaltung solcher Betriebe auch ganz im Interesse jener Zielsetzung unserer Landwirtschaftspolitik, die da heisst «Dämpfung der Produktion».

Schützenhilfe bekommen wir von der OECD. Die OECD hat kürzlich einen Bericht zur Schweizer Agrarpolitik erscheinen lassen; darin wird die Politik des Bundesrates in ihrer zweistufigen Ausweitung (Art. 13 und 14) unterstützt. Der Bericht hält fest, dass für die Schweiz eine ländliche Besiedlung selbst durch Direktzahlungen langfristig nicht zu halten sei. Vielmehr müssten auch andere Einkommensquellen wie Handwerk, Tourismus, Kleinindustrien und ähnliches entwickelt werden.

Ich glaube, dass man gerade mit dem Vorschlag des Bundesrates auch dieser OECD-Forderung gerecht werden kann.

Natürlich brauchen wir dann einen dritten Schritt. Dieser besteht darin, dass wir die nötigen Mittel bereitstellen. Aber das Parlament beschäftigt sich momentan mit Vorlagen in der Grösse von über 4 Milliarden Franken für die Entwicklungshilfe. Diese ist in beiden Räten vollkommen unbestritten. Ich nehme an, dass wir auch die landesinterne Entwicklungshilfe nicht vernachlässigen werden.

In diesem Sinne bitte ich Sie, einzutreten und in den entscheidenden Artikeln 13 und 14 der Kommission zuzustimmen.

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: L'efficacité des crédits d'investissement n'est pas contestée. Ces crédits permettent en effet d'orienter les investissements dans un sens souhaitable. Ils permettent d'abaisser les frais de production. Ils doivent permettre d'augmenter la compétitivité des entreprises agricoles et ils vont tout à fait dans le sens de l'évolution des structures que nous recherchons. A cet égard, j'ai apprécié l'intervention de M. Gadiant, à propos de laquelle je précise que les crédits d'investissement que nous soutenons et que nous finançons partiellement ne doivent pas cimenter, bétonner, figer les structures de l'agriculture, mais, au contraire, contribuer à les faire évoluer. C'est dans ce sens qu'ils ont été conçus.

Ces crédits sont compatibles avec les pratiques agricoles des pays membres du GATT ainsi qu'avec les politiques que conduisent en cette matière quasiment tous les Etats industrialisés. Ils sont une forme de paiements directs, sélectifs, qui permettent un renforcement judicieux des structures agricoles et qui s'adressent en premier lieu à des exploitations dont la viabilité est assurée à long terme. Ils ont aussi leur valeur éducative et les bénéficiaires de ces crédits doivent les rembourser assez rapidement, comme ils doivent amortir aussi leurs autres dettes à un rythme déterminé, afin d'éviter de tomber dans ce secteur ou d'accentuer encore le surendettement hypothécaire dont nous aurons sans doute l'occasion de reparler ici durant cette session.

Nous jugeons utiles les modifications que le Conseil fédéral propose à une loi qui a fait ses preuves, non pas pour transformer la philosophie profonde de la loi, mais – comme l'a opportunément rappelé M. le rapporteur que je remercie de son intervention – pour les adapter aux conditions de notre temps. Je constate que, sur deux points, le Conseil fédéral n'a pas été suivi. C'est tout d'abord à l'article 18 où l'interdiction de vendre les exploitations agricoles bénéficiaires de crédits d'investissement remplacerait l'actuelle interdiction de morceler le domaine. Sur ce point, je pourrais me rallier à l'avis de votre commission, avant tout parce qu'une disposition similaire est maintenant prévue dans le projet de loi sur le droit foncier rural que votre conseil a traité lors d'une précédente session.

La seconde modification, qui n'a pas eu l'heur de plaire à votre commission, a trait à la surveillance de la Confédération. Elle fait l'objet de l'article 49. Nous proposons ici quelques aménagements du système actuel, tendant à en améliorer le fonctionnement, sans pour autant que le degré d'intervention de la Confédération en soit augmenté. Je serais heureux, sur ce point, que vous puissiez suivre le Conseil fédéral.

En ce qui concerne les nouvelles propositions de votre commission qui s'est largement ralliée au projet du gouvernement, je m'élève d'ores et déjà contre l'article 13, alinéa 2, à propos duquel je reviendrai dans le cadre de la discussion. Plusieurs orateurs l'ont d'ailleurs déjà introduit. Par cet article, la commission voudrait attribuer aux locataires des crédits d'investissements, alors que la règle la plus solide et la plus permanente consiste à vouloir attribuer aux propriétaires la charge de ces investissements. Le court-circuitage des propriétaires a quelque chose de curieux et de malsain, car il renverse la hiérarchie qu'il faudrait respecter en cette matière, change la destination de ces montants et, par là, crée davantage de préoccupation ou de désordre.

Ces remarques générales étant faites – j'aurai naturellement l'occasion d'intervenir sur ces différents points lors de la discussion de détail – j'aimerais reprendre quelques-unes des questions qui m'ont été posées dans le cadre de ce débat. Tout d'abord, je dirai à M. Delalay que nous devons évidem-

ment éviter la bureaucratie rigide dans ce domaine, les démarches absolument fermées et trop longues parfois. Mais nous devons aussi éviter – M. Delalay en conviendra avec moi – le fait accompli. Il faut offrir la possibilité de discuter sans trop de délai les projets avant qu'ils ne soient mis en oeuvre, d'autant plus que les moyens à disposition ne sont pas infinis – j'y reviendrai – et que, par conséquent, il faut vraiment les attribuer dans un ordre d'urgence de manière clairvoyante et éclairée. C'est la raison pour laquelle j'estime qu'il doit y avoir une concertation préalable et non une mise devant le fait accompli. Néanmoins, je le répète, il ne faut pas non plus une rigidité bureaucratique sans limite pour répondre aux demandes des paysans. Pour être tout à fait clair, il ne doit même pas y en avoir du tout. Le schéma de la procédure d'exception préalable doit précisément pouvoir s'appliquer aux cas rares que vous citez. La législation et la réglementation en cette matière ont suffisamment de souplesse pour permettre d'éviter cette rigidité.

Je partage l'avis de M. Oswald Ziegler qui souhaite éviter la dispersion des moyens ainsi que la volonté exprimée par M. Kùchler dans son intervention de parvenir à une meilleure coordination de l'application de différentes lois (aménagement du territoire, droit de fermage, etc.). Je souligne l'importance du rôle des cantons dans cette matière. Ils sont au front, car ils sont l'autorité d'application. Ils constituent la première autorité publique de décision. En fonction de leurs dimensions et de leur vue concrète de la situation, les gouvernements cantonaux et leurs services administratifs doivent jouer tout particulièrement ce rôle de coordination et ne pas l'abandonner à la seule Confédération. A ce propos, nous sommes parfaitement d'accord. C'est d'ailleurs dans le sens d'une bonne coordination et d'une application souple de la loi qu'il faut aller. J'ai apprécié l'intervention de M. Rùesch à ce propos. Je crois qu'elle répond partiellement à la question que se posait M. Bùhler. S'il faut en effet éviter de faire jouer cette loi sur les crédits d'investissements d'une manière illimitée pour des objectifs non agricoles, il y a tout de même dans la défense du monde rural de demain, dans la complémentarité des activités agricoles *stricto sensu* et des autres, des solutions à rechercher qui ne nous conduiront sans doute pas à subventionner ou à accorder des crédits d'investissements à toutes les «Tankstellen» de montagne, mais qui ne devraient quand même pas se limiter aux seuls objectifs agricoles. C'est en quelque sorte une défense de la polyvalence du monde rural qui permettra le mieux de fixer une population agricole dans ces régions.

Plusieurs intervenants ont estimé que c'était une bien belle chose de faire une bonne loi, mais que ce serait encore mieux d'y inclure quelques millions. Or, ils ont le sentiment – d'ailleurs partagé – que le Conseil fédéral est actuellement particulièrement parcimonieux dans la détermination des budgets. Nous avons entendu cette opinion, tant de la part de M. Kùchler que de M. Gadiant. Je souhaite effectivement que les temps où nous avions une situation financière plus florissante reviennent, afin que nous puissions accorder à ce poste du budget davantage de moyens que ce que nous lui avons octroyé cette année et que ce que nous vous proposons au budget 91. Hélas, la rigueur des temps nous a conduits à cette parcimonie. Il faut encore ajouter que toute une série de dépenses agricoles dans le budget sont liées à l'application stricte de barèmes ou de lois – je pense par exemple à l'arrêté laitier – qui limitent la souplesse de manoeuvre à des postes tels que celui-ci. Je regretterais qu'on doive faire des économies drastiques précisément sur ces postes, car ils ont l'avantage – permettez-moi de le souligner – d'être intelligents et d'aboutir, par les investissements qu'on soutient, à un assainissement des structures agricoles dans de meilleurs délais. Toutefois, la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a! Le Conseil fédéral, qui ne se prend pas pour elle – loin de là – est effectivement limité financièrement, d'autant plus que sur d'autres postes du budget agricole nous relevons quelques surenchères du Parlement.

Nous aurons sans doute l'occasion d'en reparler à propos de certains crédits – qui sont à l'ordre du jour du Parlement – pour l'agriculture lors de cette session. C'est la réponse – pas la plus encourageante qui soit – que je peux donner aujourd'hui

quant au caractère malheureusement un peu restrictif – je le reconnais – du montant qui est attribué à ce poste. Mais de grâce, pour aujourd'hui, donnons-nous au moins un cadre législatif adapté aux conditions d'aujourd'hui et j'espère que nous ferons mieux la prochaine fois, s'agissant des millions dont nous remblaierons ce cadre lorsque vous l'aurez décidé. Merci de voter l'entrée en matière et merci d'accepter l'essentiel de ce projet.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*  
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

*Detailberatung – Discussion par articles*

#### **Titel und Ingress, Ziff. I**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Titre et préambule, ch. I**

*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 1**

*Antrag der Kommission*  
*Abs. 1, 2*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### *Abs. 3*

##### *Mehrheit*

.... einzusetzen, dass:  
a. die landwirtschaftliche ....  
.... der Ausfuhr genügt;  
b. die naturnahe Bewirtschaftung gefördert wird.

##### *Minderheit*

(Ducret, Gadiant, Kùchler, Reichmuth, Reymond, Ziegler)  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### *Abs. 4*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 1**

*Proposition de la commission*  
*Al. 1, 2*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### *Al. 3*

##### *Majorité*

.... sont octroyés de manière:  
a. que la production ....  
et l'exportation;  
b. qu'une exploitation proche de la nature soit encouragée.

##### *Minorité*

(Ducret, Gadiant, Kùchler, Reichmuth, Reymond, Ziegler)  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### *Al. 4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### *Abs. 1, 2, 4 – Al. 1, 2, 4*

*Angenommen – Adopté*

#### *Abs. 3 – Al. 3*

M. Ducret, porte-parole de la minorité: La minorité de la commission est d'avis qu'ajouter «qu'une exploitation proche de la nature soit encouragée» était excessif. Nous pensons que l'on peut faire confiance aux agriculteurs, mis à part quelques rares excès en matière d'engrais. S'il y a des gens qui connaissent la nature, ce sont bien les agriculteurs.

Je trouve donc prétentieux de voir des gens des villes bien souvent conseiller ces derniers sur ce qu'ils doivent faire. Alors on se fait plaisir! «une exploitation proche de la nature», cela veut dire qu'il n'y aura pas de pesticides, que l'on va traiter les

animaux d'une certaine façon. Je crois qu'il ne faut pas rêver. Si l'on a affaire à un agriculture de qualité – je crois que c'est le cas en Suisse – on peut lui faire confiance. C'est la raison pour laquelle la minorité de la commission vous demande d'en rester au texte proposé par le Conseil fédéral.

**M. Roth**, rapporteur: Dans les nouveautés apportées à la loi, on a souligné la nécessité de prendre en compte la protection de la nature. Cette exigence est du reste déjà inscrite à l'alinéa 2 de cette même disposition de l'article 1. Il s'est trouvé une courte majorité dans la commission pour souligner encore cette exigence à l'alinéa 3.

Les crédits d'investissements et l'aide aux exploitations payannes sont octroyés de manière qu'une exploitation proche de la nature soit encouragée; c'est la lettre b de cette proposition. Cette mention n'est pas, selon ses auteurs, une répétition du deuxième alinéa, mais une accentuation des égards que l'agriculture doit montrer envers la nature, car l'alinéa 2 ne fournit pas directement la garantie que l'octroi de crédits d'investissements favorisera ces exploitations proches de la nature ou respectueuses de l'environnement.

Cette adjonction a le mérite de démontrer aussi que l'agriculture ne poursuit pas non plus exclusivement des buts à caractère économique, tels que l'approvisionnement du pays qui est mentionné à la lettre a de cette disposition, alinéa 3, mais qu'elle se soucie aussi bien des formes dans lesquelles elle veut exploiter la terre, c'est-à-dire conformément aux exigences de la nature. Des défenseurs de cette proposition dans ce conseil, notamment M. Onken qui en est l'auteur, s'exprimeront encore et compléteront encore ces explications.

La minorité quant à elle, vous venez de l'entendre, s'en tient à la version du Conseil fédéral.

**Küchler**: Ich darf das Votum von Herrn Kollege Roth nicht widersprochen lassen. Ich meine, es sind wirklich formale und materielle Gründe, die gegen den Mehrheitsantrag und für den Minderheitsantrag sprechen.

Was die formalen Gründe betrifft, sehen Sie, dass der neue Absatz 2 im Artikel 1 bereits fast gänzlich den ökologischen und den Umweltproblemen gewidmet ist. Absatz 2 gilt ja für das ganze Gesetz. Er braucht also nicht in jedem Artikel, oder gar innerhalb des nämlichen Artikels in jedem Absatz wiederholt zu werden. Auch wenn man diese Fragen als sehr wichtig erachtet, wäre selbst Absatz 2 nicht notwendig gewesen, denn wir haben ja für diese jeweiligen Sektoren – Naturschutz, Umweltschutz, Tierschutz – Spezialgesetzgebungen, die parallel zum vorliegenden Erlass in Rechtskraft stehen.

Schon in formaler Hinsicht ist also der Antrag der Kommissionmehrheit, diese Ergänzung «Förderung der naturnahen Bewirtschaftung», sehr fragwürdig. Wenn schon, dann müsste er in Absatz 2 hineingenommen werden. Das wäre logischer als im Absatz 3, der sich ja bisher nur auf die Dimensionierung der Produktion bezieht. Dies zum Formalen.

Aber auch materiell könnte der Antrag, je nach Interpretation, sich sogar sehr belastend auswirken.

Sollte z. B. aufgrund des Gesetzes bei Stallbauten über die verschiedenen Spezialgesetzgebungen bezüglich Gewässerschutz, Landschaftsschutz, Tierschutz hinausgegangen werden? Wenn ja, dann müsste man diese Spezialgesetze verstärken; wenn nein, dann frage ich Sie: Wozu dient dann der Zusatz der Mehrheit?

Seitens der ausführenden Organe für das IBG wird ja dem Umweltschutzproblem bereits heute grosse Aufmerksamkeit geschenkt. Das Bundesamt für Landwirtschaft verlangt z. B. schon seit 1987, dass der Tierbestand bei Nutzniessern einer Unterstützungsmassnahme die im Entwurf für das Gewässerschutzgesetz erwähnten drei Düngergrossvieheinheiten pro Hektare nicht überschreitet. So braucht es diesen Zusatz auch aus diesem Grunde nicht.

Wenn wir den Mehrheitsantrag annehmen, laufen wir tatsächlich Gefahr, mit dem Zusatz eine völlig unzumutbare Vernetzung und unübersichtliche Ueberlappung von verschiedenen Bundesvorschriften zu erhalten, so dass wir schliesslich die eigentliche Zielsetzung der Vorlage verfehlen.

Aus diesem Grunde möchte ich nochmals den Antrag von

Herrn Kollege Ducret unterstützen und bitte Sie, der Fassung des Bundesrates zuzustimmen.

**Onken**: Ich habe mich zum Eintreten nicht geäussert, weil ich bei diesem Artikel und auch bei Artikel 14 einige Gedanken zu diesem Gesetz einfließen lassen kann, zu einem Gesetz, das ich in den Grundzügen selbstverständlich ebenfalls unterstütze.

Hier nun aber möchte ich auf das Votum von Herrn Kollege Küchler replizieren und auch auf das, was Herr Ducret zur Begründung des Minderheitsantrages gesagt hat, antworten.

Ich verstehe offen gestanden nicht, weshalb man um dieser Bestimmung willen auf die Barrikaden steigen kann, einer Bestimmung, die im Grunde genommen nur Unbestrittenes ins Recht fasst, nämlich dass Investitionskredite, vor allem sie, Betriebshilfe allenfalls auch, so einzusetzen seien, dass die naturnahe Bewirtschaftung gefördert wird.

Ist das denn heute wirklich noch umstritten? Heute, wo die extensive umweltgerechte Produktion ja längst die intensive abgelöst hat; heute, wo die ökologischen Kriterien in der Agrarpolitik eine immer grössere Rolle spielen und immer stärker gewichtet werden; heute, wo selbst der Schweizerische Bauernverband ein Volksbegehren «für eine umweltgerechte und leistungsfähige bäuerliche Landwirtschaft» lanciert, in dem «eine verantwortungsvolle Nutzung und Pflege der natürlichen Lebensgrundlagen» gefordert wird, ausdrücklich und wörtlich.

Kann man sich da wirklich noch über eine solche Bestimmung aufhalten? Ich meine: in guten Treuen nicht.

So weit, so gut, wird man mir vielleicht sagen, dagegen hat ja auch niemand etwas, doch diese Verknüpfung mit den Investitionskrediten, die wollen wir nicht.

Die müssen wir aber wollen, wenn es uns mit der Sache wirklich ernst ist und wenn sie nicht ein Lippenbekenntnis bleiben soll. Denn das Ziel ist zwar erkannt und die Wende eingeleitet, aber der Weg ist noch lang, und er wird auch noch recht beschwerlich sein. Um so mehr müssen wir die Instrumente, die wir zur Verfügung haben, gebündelt und ganz gezielt dafür einsetzen, dass dieser agrarische Strukturwandel erleichtert, begünstigt und gefördert wird. Diese Investitionskredite – das hat auch die Eintretensdiskussion gezeigt – sind ein solches Instrument, sie sind sogar ein wirkungsvolles Instrument, und sie sollten deshalb bindend und lenkend ebenfalls diesem übergeordneten Ziel dienstbar gemacht werden. Die Förderung der naturnahen Produktion ist ein Gebot, an das sie geknüpft werden müssen.

Das haben übrigens auch kantonale Kreditinstitute längst erkannt, einige sind pionierhaft-mutig vorangegangen. Ich zitiere z. B. aus dem Bericht der Landwirtschaftlichen Kreditkasse des Kantons Luzern: «Nur jene Massnahmen sind mit Agrarkrediten zu unterstützen, welche auf die natürlichen Kreisläufe in unserem auf Störungen empfindlichen Oekosystem achten und so erlauben, die Produktion soweit als möglich in diese Abläufe einzubetten.»

Oder ein anderes Zitat: «Ferner geniessen auch naturnah und biologisch geführte Betriebe unsere besondere Anerkennung und Unterstützung.»

Jetzt komme doch keiner und sage mir, eben dieser Grundsatz sei in Absatz 2 bereits enthalten, dort, wo es heisst, den Erfordernissen des Natur- und Heimatschutzes, des Umweltschutzes, des Tierschutzes und der Raumplanung sei Rechnung zu tragen. Das ist eine Generalklausel. Ich will diesen Auftrag nicht gering achten, aber er ist doch eigentlich sehr unverbindlich gefasst, und das macht mich allein schon argwöhnisch.

Aber ganz sicher beinhaltet dieser Auftrag in Absatz 2 eben nicht diese viel wesentlichere und substantiellere Verpflichtung, Investitionskredite gezielt so einzusetzen, dass sie der naturnahen Bewirtschaftung dienen.

In der Kommission ist uns vom Bundesrat und von den Vertretern der Verwaltung gesagt worden, natürlich habe man Verständnis für dieses Anliegen, natürlich trage man ihm heute schon Rechnung, und in Zukunft selbstverständlich noch sehr viel mehr.

Aber wenn das so ist, dann lasst es uns doch auch wirklich in

dieses Gesetz hineinschreiben, und lasst es uns Ständeräte machen, statt das Feld erneut dem Nationalrat zu überlassen. Denn darauf können Sie jedes Pflanzengift nehmen, dass diese Bestimmung in dieser oder in anderer Form wieder in unsern Rat zurückkehren wird.

Deshalb bitte ich Sie, der Bestimmung der Kommissionsmehrheit zuzustimmen und den Minderheitsantrag abzulehnen.

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Je vous propose de suivre la minorité entraînée par M. Ducret car les meilleures intentions du monde ne doivent pas tourner à l'obsession. Qu'a-t-on fait dans le projet que nous vous soumettons? On a introduit à cet article un alinéa entièrement nouveau stipulant, *expressis verbis*, ce que ne dit pas la loi actuelle, à savoir que lors de l'octroi de crédits d'investissements, les exigences relatives à la protection de la nature et du paysage, de l'environnement et des animaux ainsi qu'à l'aménagement du territoire doivent être prises en considération. C'est un ordre que le législateur formule à l'intention de l'autorité exécutive et – me semble-t-il – le législateur ne mâche pas ses mots quand il dit à l'exécutif et à son administration d'aller dans cette direction.

Au reste, je reconnais avec M. Onken, que les autorités chargées de l'application, actuellement déjà, ont tenu compte de cette tendance légitime à vouloir prendre en compte les exigences de la protection de l'environnement puisque, dès 1987, l'Office fédéral de l'agriculture a exigé que le cheptel du bénéficiaire d'une aide, sous forme de crédits d'investissements, ne dépasse pas les trois unités de gros bétail par hectare, norme dont il est question dans le projet de loi sur la protection des eaux.

A vouloir faire davantage, à vouloir insister sur cet aspect des choses, en plus du deuxième alinéa qui suffit largement, dans le troisième alinéa, on donne une importance et une signification démesurées à cette exigence-là alors qu'il y en a aussi d'autres qui doivent être prises en compte.

Je pense donc que le but d'une protection légitime de la nature est nettement et totalement atteint par l'alinéa 2 et qu'il est inutile de revenir à la charge dans l'alinéa 3 et que, par conséquent, le texte du Conseil fédéral défendu par la minorité peut vous mettre la conscience parfaitement à l'aise. Nous avons fait un travail moderne, nous allons dans la bonne direction avec cet alinéa, inutile d'en rajouter avec l'alinéa 3.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	24 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	14 Stimmen

#### Art. 3 – 6

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 7

##### Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Der Gesuchsteller und sein Ehegatte haben alle zur Prüfung erforderlichen Auskünfte zu geben und alle nötigen Unterlagen beizubringen. Sie müssen zudem die Ermächtigung erteilen, bei Drittpersonen und Amtsstellen die nötigen Auskünfte über ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse einzuziehen. Ist der Gesuchsteller eine Körperschaft oder Anstalt des privaten oder des öffentlichen Rechts, können auch Auskünfte über das Einkommen und das Vermögen ihrer Mitglieder eingeholt werden.

Abs. 3, 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Art. 7

##### Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Le requérant et son conjoint sont tenus de fournir les renseignements et documents nécessaires à l'examen de la demande. Ils doivent en outre donner pouvoir de prendre auprès de tiers et de services officiels les renseignements nécessaires sur leur revenu et leur fortune. Lorsque le requérant est une collectivité ou un établissement de droit privé ou public, les renseignements peuvent aussi porter sur le revenu et sur la fortune de leurs membres.

Al. 3, 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 7a, 8 – 12

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 13

##### Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

.... nach Artikel 14 Absatz 1 Buchstaben d und f gewährt; im Falle, dass die Modalitäten der Investition, die Tilgungsdauer und die bei Ende der Pacht geschuldete Entschädigung für ausgeführte Verbesserungen an dem gepachteten Objekt vertraglich geregelt sind, können den Pächtern ebenfalls Investitionskredite für die in Artikel 14 Absatz 1 Buchstaben a, c und e vorgesehenen Massnahmen gewährt werden.

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### Antrag Bühler

Abs. 2

Pächtern werden Investitionskredite in der Regel für die Massnahmen nach Artikel 14 Absatz 1 Buchstaben d und f und für die Ausführungen grösserer Unterhaltsarbeiten und Hauptreparaturen am Pachtgegenstand gemässe Artikel 22 Absatz 4 des Bundesgesetzes über die landwirtschaftliche Pacht gewährt.

##### Antrag Ducret

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Art. 13

##### Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

.... lettres d et f; en cas de convention fixant les modalités de l'investissement, de la durée de l'amortissement et de l'indemnité due en fin de bail pour les améliorations apportées à la chose affermée, les fermiers peuvent aussi être mis au bénéfice des mesures prévues à l'article 14, 1er alinéa, lettres a, c et e.

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

##### Proposition Bühler

Al. 2

En règle générale, des crédits d'investissements sont accordés aux fermiers pour l'exécution de mesures mentionnées à l'article 14, 1er alinéa, lettres d et f et de travaux d'entretien importants ainsi que de réparations essentielles effectuées à la chose louée selon l'article 22, 4e alinéa de la loi fédérale sur le fermage agricole.

*Proposition Ducret*

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abs. 1, 3 – Al. 1, 3

*Angenommen – Adopté*

Abs. 2 – Al. 2

**Bühler:** Bei Artikel 13 Absatz 2 hatte ich mich mit dem Kommissionsantrag bereits abgefunden. Nachdem nun Kollege Ducret den Vorschlag des Bundesrates wieder aufnimmt, nehme ich meinen Vermittlungsantrag aus der Kommissionsberatung ebenfalls wieder auf. Er unterlag in der Kommission nur durch den Stichentscheid des Präsidenten dem Antrag Raymond. Bundesrat Delamuraz stimmte meinem Antrag zu.

Begründung: Im neuen eidgenössischen Pachtrecht ist gemäss Artikel 22 Absatz 4 die Möglichkeit der Uebernahme von Verpächterlasten durch den Pächter bei langjährigen Pachtverhältnissen vorgesehen. Dies betrifft grosse Unterhaltsarbeiten und Hauptreparaturen am Pachtgegenstand. In diesen Fällen – und nur in diesen Fällen – sollen den Pächtern Investitionskredite gewährt werden können.

Mein Antrag bringt eine logische Uebereinstimmung des Bundesgesetzes über Investitionskredite mit dem Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht.

Ich bitte Sie, diesem Antrag zuzustimmen. Er geht weniger weit als der Antrag der Kommission, aber etwas weiter als der Antrag des Bundesrates und der Antrag Ducret.

**M. Ducret:** Le fait que je veuille qu'on suive le Conseil fédéral est une question de principe. En effet, comme vous l'aurez remarqué, les fermiers, soit les locataires de leur entreprise agricole, peuvent déjà bénéficier des avantages prévus à la lettre d, afin d'acquérir l'ensemble ou une partie d'une exploitation agricole, ou afin d'acquérir l'inventaire nécessaire à l'exploitation. Cela est possible et parfaitement compréhensible. Mais si l'on veut étendre ces possibilités de recours aux crédits à la lettre a, en ce qui concerne la construction, l'aménagement des maisons d'habitation et des bâtiments, ce qui est en fait du ressort du propriétaire, on aura un fermier qui prendra des risques pour le compte du propriétaire.

En effet, l'amélioration de la chose louée doit être du ressort du propriétaire et non du fermier. La proposition de M. Bühler pourrait donner une certaine garantie. Mais un accord devrait intervenir entre le locataire et le propriétaire. Si ce dernier refuse, il n'y aura pas de garantie et le fermier se sera chargé financièrement pour des biens qui ne lui appartiennent pas. Il faut donc renoncer à cette solution. Les propriétaires doivent donc faire le nécessaire pour améliorer les alpages et les forêts qui en dépendent. Il en est de même en ce qui concerne la lettre e.

Le bail à ferme présente certainement des défauts. Il est très probable que ce que les fermiers paient aux propriétaires n'est pas toujours en rapport avec le bien loué. On a voulu que les domaines agricoles soient loués bon marché, ils le sont. J'ai connu le cas d'un domaine agricole qui était loué si bon marché que le loyer ne couvrait pas les impôts sur la fortune que devait payer le propriétaire. Il est donc exact que des propriétaires ont de la peine à effectuer des travaux d'entretien, mais il est complètement anormal de recourir aux crédits d'investissements pour remplir une lacune qui est offerte par les lois sur les fermages.

Par conséquent, accorder aux fermiers, si cela est possible, un certain nombre de prêts pour améliorer leurs conditions d'exploitation, oui, mais si ces prêts sont affectés à l'amélioration des biens qui ne leur appartiennent pas, il faut y renoncer.

C'est la raison pour laquelle je vous propose de suivre le Conseil fédéral comme quoi, en règle générale, les crédits d'investissements ne peuvent être accordés aux fermiers que pour l'exécution des mesures mentionnées à l'article 14, premier alinéa, lettres d et f.

**M. Roth,** rapporteur: Jusqu'ici, pour situer la problématique de laquelle nous débattons, les fermiers ne pouvaient en prin-

cipe bénéficier de crédits d'investissements que pour acquérir un capital fermier, c'est-à-dire du bétail, des machines, ou tout ou partie d'une exploitation agricole. Le Conseil fédéral a donc voulu consacrer la situation actuelle dans la loi, à l'alinéa 2.

De son côté, la commission a estimé que l'aide aux fermiers méritait d'être étendue, d'abord pour construire, aménager ou améliorer des maisons d'habitation et des bâtiments d'exploitation nécessaires à l'entreprise, ensuite pour améliorer les alpages et les forêts qui en dépendent et, enfin, pour installer et développer une branche agricole particulière. C'est ce qu'on appelle le développement interne.

L'extension de l'aide fédérale est subordonnée, selon la commission, à la passation d'une convention qui fixe les modalités de l'investissement, de la durée de l'amortissement et de l'indemnité due en fin de bail pour les améliorations apportées à la chose louée. Cette extension de l'aide fédérale part du principe que les fermiers qui ont des baux à long terme sont généralement prêts à faire des investissements de longue durée et concrétise le postulat contenu à l'article 22 de la loi fédérale sur le bail agricole. On octroie à présent déjà des crédits d'investissements en cas de conventions passées entre propriétaires et fermiers relatives aux investissements. Certains propriétaires n'ont pas la possibilité de faire des investissements, c'est donc le fermier qui les assume. Les contrats à ce sujet prévoient que le fermier sera indemnisé s'il se départit du bail dans un certain délai.

Il est toujours possible de contraindre un bailleur à effectuer des réparations, mais on ne peut pas le forcer à consentir à des investissements. Cette possibilité devrait, selon la commission, être accordée aux fermiers. Cette mesure pourrait toucher, selon l'administration fédérale, environ 11 000 domaines affermés en Suisse.

Il y aurait vraisemblablement lieu – et là il faut avoir l'honnêteté de le dire – d'ouvrir aussi en conséquence les postes budgétaires, ce dont a déjà parlé M. Delamuraz, conseiller fédéral.

Je vous invite donc à suivre la commission. M. Ducret, qui en était membre, s'oppose à cette proposition; il rejoint le Conseil fédéral. Quant à M. Bühler, il formule une idée allant également dans le sens de celle de la commission, mais un peu moins loin.

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: Il y a parfois en politique un choix à faire entre deux maux et on choisit le moindre. La proposition de M. Bühler me paraissait en effet plus modérée que celle de la majorité de la commission. Il n'en reste pas moins qu'au total c'est bel et bien la version du Conseil fédéral, tel le que la défend au nom de la minorité M. Ducret, qui devrait être retenue.

Je vous fais remarquer en effet que les exceptions prévues dans le texte que nous vous proposons en faveur des fermiers permettront véritablement de maîtriser un certain nombre de cas où il est assez normal que le fermier bénéficie de l'appui public pour ces crédits d'investissement, par exemple lorsqu'il entend construire une maison d'habitation ou un rural avec un droit de superficie, lorsque cet investissement est indispensable et que le propriétaire n'est pas à même de l'assurer, ou bien lorsque, sur un droit de superficie toujours, il s'agit de construire une halle à volaille dans l'exploitation.

Utile, cet investissement permet, s'il est fait par le fermier, d'être soutenu normalement. Cependant, pour les autres cas, M. Ducret l'a excellemment précisé, il ne faut pas renverser l'ordre établi. Il ne faut pas engager les fermiers, qui n'ont pas la garantie de la propriété immobilière, dans des démarches qui sont apparemment très favorables mais qui, en réalité, les placeront dans une situation que je qualifie tout simplement d'anormale. De surcroît, si telles devaient être la tendance de votre conseil et celle de la loi, ce qui est l'exception risquerait de devenir la règle générale. Nous connaissons bien ces dérives.

Et, par conséquent, la vertu des propriétaires, qui doit être d'investissement, de mise à jour et de bonne tenue de la propriété, bâtiments et domaine, risquerait d'être entamée et pourrait conduire à une situation où le propriétaire se trouve démotivé et où son rôle fondamental ne serait ainsi plus régulièrement joué parce qu'on l'aurait court-circuité en octroyant aux loca-

taires, en dehors des conditions spéciales, des crédits d'investissement.

Au total donc, si j'établis la hiérarchie des préférences, je constate que la proposition de la majorité de la commission est la plus mauvaise, que celle de M. Bühler va légèrement mieux, mais que l'idéal est la proposition du Conseil fédéral, comme souvent d'ailleurs. C'est la raison pour laquelle je vous demande de suivre M. Ducret.

#### Abstimmung – Vote

##### Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Kommission 18 Stimmen  
Für den Antrag Bühler 17 Stimmen

##### Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Kommission 28 Stimmen  
Für den Antrag Ducret 8 Stimmen

#### Art. 13a

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 14

##### Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. a, b, c, e

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1 Bst. d

den Erwerb eines ....

Abs. 1 Bst. f

den Erwerb des ....

Abs. 1 Bst. g

##### Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### Minderheit I

(Ziegler, Reichmuth)

.... (z. B. handwerkliche Verarbeitung ....

##### Minderheit II

(Onken, Bühler, Jagmetti, Küchler, Reymond)

Streichen

#### Art. 14

##### Proposition de la commission

Al. 1 let. a, b, c, e

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1 let. d, f

Ne concerne que le texte allemand

Al. 1 let. g

##### Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

##### Minorité I

(Ziegler, Reichmuth)

.... (par ex. transformation artisanale ....

##### Minorité II

(Onken, Bühler, Jagmetti, Küchler, Reymond)

Biffer

Abs. 1 Bst. a – f – Al. 1 let. a – f

Angenommen – Adopté

Abs. 1 Bst. g – Al. 1 let. g

**M. Roth**, rapporteur: Cette disposition prévoit que les crédits d'investissements peuvent être accordés pour aménager et transformer des bâtiments existant aux fins d'y exercer à titre principal ou accessoire une activité non agricole et qui touche de près à l'exploitation. Un des buts de la présente révision législative est le maintien et pas seulement la rationalisation des exploitations paysannes. Ici est soulignée aussi l'occupation

décentralisée du territoire. L'existence de cette disposition concrétise ce postulat. Aux fins d'assurer à long terme des moyens d'existence suffisants aux exploitations sises dans des régions où l'exploitation agricole du sol et l'occupation du territoire ne paraissent plus suffisamment garantis, ces exploitations peuvent recevoir des crédits d'investissements pour exercer une activité non agricole. On pense surtout, et cela est mentionné *expressis verbis* dans la loi, aux transformations artisanales, aux matières premières qui proviennent de la région, ou bien aussi à l'hébergement et au ravitaillement des touristes, ce qu'on appelle le tourisme rural ou le tourisme à la ferme.

Les aménagements et les transformations de bâtiments existants mentionnés dans la loi ne peuvent bénéficier d'une aide financière que si les dispositions de l'aménagement du territoire sont respectées. Pour les raisons que ses représentants expliqueront tout à l'heure au conseil, une minorité veut biffer cette disposition et supprimer ainsi cette possibilité d'accorder l'aide fédérale. Une autre minorité veut rendre la liste des exemples non exhaustive dans la loi en ajoutant «par exemple», c'est-à-dire élargir encore les cas dans lesquels un tel crédit pourrait être octroyé. *In medio stat virtus* dit l'adage.

Je vous propose donc de suivre la majorité de la commission et le Conseil fédéral aussi, pour une fois en l'occurrence. J'ajoute que cette disposition va aussi à la rencontre du postulat de M. Savary-Vaud au Conseil national. Ce postulat demandait qu'on accroisse l'aide au tourisme rural. Elle va aussi dans le sens de la motion Schnider au Conseil national, motion transformée par la suite en postulat sur l'agriculture d'appoint. Je vous invite à soutenir ici la majorité de la commission.

**Ziegler**, Sprecher der Minderheit I: Der Unterschied zwischen Minderheit I und Mehrheit/Bundesrat liegt nur in der Klammer, und in der Klammer nur in den beiden Wörtern «zum Beispiel». Wird nämlich Buchstabe g nach Vorlage des Bundesrats übernommen, heisst das, dass nur das berücksichtigt wird, was in dieser Klammer aufgeführt ist, also nur die beiden Tätigkeiten «handwerkliche Verarbeitung von Rohstoffen aus der Region» einerseits und «Beherbergung und Verpflegung von Touristen» andererseits.

Das kann doch einfach nicht unsere Meinung sein. Auch andere Tätigkeiten können zur Schaffung betriebsnaher nichtlandwirtschaftlicher Haupt- oder Nebengewerbe beitragen. Richtig wäre wohl nicht die Streichung von Buchstabe g, sondern die Streichung der Klammer, selbstverständlich mit Inhalt. Will man dies aber nicht streichen, darf die Aufzählung nicht abschliessend sein. Wenn man aber die Fassung der Mehrheit und des Bundesrats übernimmt, dann ist die Aufzählung abschliessend, und das darf und kann nicht sein. Ich beantrage Ihnen deshalb, in die Klammer «zum Beispiel» aufzunehmen.

**Onken**, Sprecher der Minderheit II: In Artikel 13a, den wir soeben kommentarlos angenommen haben, haben wir in Absatz 2 festgelegt, dass Investitionskredite in Zukunft auch für Nebenerwerbsbetriebe gewährt werden können, also für Betriebe, die nur zusammen mit einem nichtlandwirtschaftlichen Erwerb eine ausreichende Existenz zu bieten vermögen. Das ist eine Neuerung und zugleich eine Ausweitung dieses Gesetzes, die von keiner Seite bestritten wurde und die auch einleuchtend ist. Sie ist wichtig – namentlich für das Berggebiet – und macht Sinn.

Bei dieser Bestimmung ist auch Gewähr gegeben, dass der Investitionskredit in den landwirtschaftlichen Teil dieses «gemischten» Unternehmens fliesst. Das ist der richtige Einsatz eines agrarpolitischen Instruments, das seiner eigentlichen Zweckbestimmung entsprechend eingesetzt wird.

Bei Artikel 14 nun aber und bei diesem Buchstaben g ist das gerade nicht mehr so. Hier wird der Rahmen, in den dieses Gesetz eingebettet ist, eindeutig gesprengt. Hier geht es nämlich nicht mehr um die Landwirtschaft im engeren Sinne. Wenn das durchkommt, können Investitionskredite, wie bereits ausgeführt worden ist, unter bestimmten Voraussetzungen auch an betriebsnahe nichtlandwirtschaftliche Haupt- und Nebenerwerbsbetriebe gewährt werden.

Es muss nicht gerade eine Tankstelle sein, aber beispielsweise eine Schreinerei, eine Reparaturwerkstatt, eine Schmiede, eine Gaststätte, vielleicht eine Pension. Das, finde ich, geht nun eindeutig zu weit. Hier wird der Grundsatz, den wir in Artikel 1 angenommen haben, wonach diese Kredite einzusetzen seien, um «die Produktions- und Betriebsgrundlagen der Landwirtschaft nachhaltig zu verbessern», nicht nur strapaziert, sondern er wird verletzt, auch wenn noch einige Kautelen eingebaut sind. Hier wird das Gesetz zu einer Giesskanne umfunktioniert, deren Strahlen in ganz verschiedene Richtungen zielen. Dann werden dann auch die Finanzen für den eigentlichen Zweck nicht mehr ausreichen.

Es mag sein, dass man sich die Berglandwirtschaft und die Berglandschaft überhaupt umtrieblich wünscht, mit Gasthöfen hier, Pensionen dort, einer Schmiede da, einer Sägerei dort. Wenn das aus raumplanerischen Gründen – das ist ja ein weiterer gewichtiger Einwand – überhaupt geht, dann wohl, dann soll man das meinetwegen machen. Es mag auch sein, dass man unter Hintanstellung aller ordnungspolitischen Bedenken sagt, man müsse solche Betriebe direkt unterstützen, obwohl dadurch zweifellos Wettbewerbsverzerrungen gegenüber anderen Unternehmen, die eine solche staatliche Hilfe nicht bekommen, entstehen werden.

Bloss, wenn man das macht, dann bitte nicht mit agrarpolitischen Instrumenten, nicht mit einer Vorlage, die der Landwirtschaft – und nur ihr – zu dienen hat. Und bitte nicht mit einem Gesetz, in das wir soeben festgeschrieben haben, dass den Erfordernissen des Natur- und Heimatschutzes, des Umweltschutzes und namentlich der Raumplanung Rechnung zu tragen seien.

Hier sprengen wir meines Erachtens den Rahmen eines Landwirtschaftsgesetzes im engeren Sinn. Hier verlassen wir das agrarpolitische Terrain, und deshalb sollten wir aus systematischen Gründen ganz entschieden nein sagen zu dieser schwer kontrollierbaren Erweiterung, die uns da vorgeschlagen wird.

**M. Ducret:** Voilà que M. Onken, après avoir fait du laxisme, donne maintenant dans le purisme. Il n'y a de vrai en agriculture qu'un chalet avec des vaches et rien d'autre. Ce n'est pas vrai. L'amour de la nature que les Suisses ont depuis longtemps acquis, sans attendre les écologistes modernes, est souvent né dans un chalet de montagne où le paysan, en plus de son travail quotidien avec le bétail, accueillait des passants, des visiteurs, des montagnards, des promeneurs, les hébergeait tant bien que mal – plutôt mal que bien – mais cela faisait partie de l'amour de la nature et de la montagne. Je sais bien qu'aujourd'hui on est écologiste dans d'autres conditions. On fait plus de discours que d'actes.

Mais là, je ne comprends plus. Vous nous parlez de stations-service: il est évident que nous n'allons pas mettre de colonnes d'essence à tous les coins de ferme. Il ne s'agit pas de cela: mais si, par exemple, l'un de ces agriculteurs avait assez d'art pour réparer non seulement ses machines agricoles mais celles du voisin, il faudrait l'aider; s'il savait fabriquer des bardeaux – ces planchettes en bois que l'on fixe sur les toits et qui sont propres à conserver à nos paysages leur nature – il faudrait le favoriser afin qu'il puisse s'acheter une scie, un petit atelier; s'il était adroit de ses doigts et qu'il puisse confectionner des meubles rustiques, il faudrait le favoriser aussi.

Comment, Monsieur Onken, dans notre histoire, dans notre pays, l'agriculture a-t-elle survécu en montagne, notamment dans le Jura? C'est grâce à l'horlogerie. S'il fallait même payer un petit atelier d'horlogerie à un paysan de montagne, je dirais oui. Cela n'a rien à voir avec l'agriculture, mais cela permet à l'agriculteur de rester paysan et de vivre décemment. S'il veut vendre du vin ou de la limonade aux gens de passage, s'il veut vendre du miel aux passants et bien les accueillir, Madame Bühler, il faut aussi l'aider. Je ne trouve rien de plus merveilleux que les petits écritaux que l'on voit aux coins des fermes: «A vendre: miel»; «Chambres à louer»; «Table d'hôtes». Il faut soutenir ces initiatives, évidemment.

Vous qui tout à l'heure vouliez les uns et les autres que l'on puisse réparer l'immeuble qui appartient au propriétaire, permettez donc aux petits paysans d'étendre un peu leurs activi-

tés. Cela sera de la belle ouvrage, comme disent les Vaudois. Ce sera bien.

A propos de belle ouvrage, Monsieur le Conseiller fédéral, tout à l'heure, le président de la commission soulignait tout à l'heure que l'on touchait beaucoup votre loi. J'ai compté: sur 57 articles, il n'y a que trois modifications. Donc c'était de la belle ouvrage. Alors comme c'est un projet qui est un peu vaudois sur les bords, je crois, en connaissant ceux qui sont à la tête du département concerné et de ses services, je vous demande d'accepter le projet du Conseil fédéral, comme la majorité vous le propose. C'est l'humanité qui entre, contre la rigueur et le despotisme. (*Hilarité*) Cela était un peu exagéré.

**Jagmetti:** Nach soviel sympathischer Schilderung von Landschaft in unserer schönen Welt ist es etwas rauh, die Wirklichkeit unserer Gesetzgebung noch zu zitieren, insbesondere Artikel 24 unseres Raumplanungsgesetzes, mit dem wir uns bemüht haben, fein säuberlich Bauzone und Nichtbauzone zu trennen: Ausserhalb der Bauzone nur landwirtschaftliche Betriebe ohne zusätzliche Einrichtungen und innerhalb der Bauzone die andern Bauten.

Was ist nun, wenn ein solcher Betrieb kombiniert wird? Entweder widerspricht er Artikel 24 Raumplanungsgesetz, oder wir zonen das betreffende Gebiet ein. Ist das nun wirklich der Sinn, oder endet die sympathische Bemühung, die uns Herr Ducret geschildert hat, darin, dass wir mit einem Gesetz subventionieren wollen, was wir mit dem anderen verbieten? Wir müssen hier schon klar regeln.

So sehr ich für den Einbezug der Nebenerwerbsbetriebe bin, so habe ich Bedenken, diese Erweiterung auf nichtlandwirtschaftliche Betriebsteile durchzuführen, weil sie sich mit dem raumplanerischen Anliegen einfach nicht auf einen Nenner bringen lässt. Deshalb habe ich an dieser Stelle der Kommission Minderheit II zugestimmt.

**Rüesch:** Vorerst muss ich mich entschuldigen, dass ich am ersten Tag schon wieder Herrn Onken widersprechen muss, entsprechend dem berühmten Klischee in der ganzen Presse: Rüesch gegen Onken, Onken gegen Rüesch.

Herr Onken, Sie berufen sich auf den Zweck des Gesetzes und behaupten, mit diesem Artikel 14 Buchstabe g werde der Text des Gesetzes geritzt, der Rahmen werde gesprengt. Ich behaupte genau das Gegenteil. Mit dieser Bestimmung können wir den Zweck des Gesetzes – l'esprit des lois –, Herr Bundesrat, viel besser erreichen als ohne. Wir wollen ja nicht eine Werkstatt subventionieren, sondern über eine Subventionierung der Werkstatt den Bauernbetrieb retten, der sonst einginge. Das ist eine indirekte Methode zur Erhaltung der Landwirtschaft und nichts anderes. Und wir wollen auch nicht Betriebe subventionieren – die Bestimmungen grenzen ja sehr stark ein –, die irgendwelche gewerbliche Wettbewerbsverzerrungen in den Bergen mit sich brächten. Es geht letzten Endes nicht um eine Verletzung des Grundsatzes, Herr Onken, es geht um eine Bestätigung des Grundsatzes mit einer indirekten Methode, mit dem Umweg z. B. über eine Mitfinanzierung einer Schnitzereiwerkstatt, eines Bergrestaurants oder einer Passantenherberge.

Meines Erachtens müssen wir eben, Herr Jagmetti, im Rahmen der Raumplanung und der Revision des Raumplanungsgesetzes umdenken. Wenn irgendwo ein Bauernbetrieb mit einer Schnitzereiwerkstatt vorhanden ist, so soll dieser nicht unbedingt raumplanerisch fremd sein. Gerade diese Kombination wird übrigens auch in verschiedenen Vorschlägen zur Revision des Raumplanungsgesetzes angestrebt.

Ich bitte Sie also, Herr Onken – als Thurgauer sehen Sie die Berglandwirtschaft weniger, aber immerhin reicht diese bei Ihnen bis zum Hörnli –: Denken Sie bis zum Spitzmeilen, dann stimmen Sie der Kommissionmehrheit bzw. der Minderheit I zu.

**Bühler:** Ich habe mich schon beim Eintreten gegen die Mehrheit gestellt; ich muss jedoch noch auf eines zurückkommen. Was die Kommissionmehrheit beschlossen hat, ist gewerbepolitisch ein Unding. Im gleichen Dorf erhält der Schreiner, der ein Selbständigerwerbender ist, keine Investitionskredite, und

jener, der nebenbei einen Landwirtschaftsbetrieb betreibt, erhält Investitionskredite. Wenn hier noch jemand behaupten will, das sei nicht wettbewerbsverzerrend, ist ihm nicht zu helfen. Ich habe viele Gespräche mit solchen Landwirten bzw. Gewerbetreibenden geführt; sie wollen das gar nicht. Deshalb bitte ich Sie, den Minderheitsantrag II zu unterstützen.

**Masoni:** Ich unterstütze die Mehrheit, eventuell mit dem Zusatz Ziegler (Minderheit I), der besser formuliert ist, und zwar aus der Ueberlegung, dass dieser Antrag der realen Existenz der Bauern Rechnung trägt und nicht einen «Paragrafenbauern» schafft. Der Einwand von Kollege Bühler ist schon berechtigt, aber die Lösung wäre naheliegend. Jeder Gewerbetreibende, der diese Hilfe an einen Bauern im Dorf als Konkurrenz empfindet, könnte selber auch versuchen, neben seinem Gewerbe einen Bauernbetrieb zu retten und zu führen. Insbesondere, da uns die rauhen Zeiten der EG bevorstehen, scheint mir, auch diese menschliche Bestimmung sei anzunehmen, um die Phantasie und die Initiative der Bauern und nicht zuletzt auch die Phantasie von Kollege Ducret bei seiner Begründung zu unterstützen.

**M. Delamuraz, conseiller fédéral:** Ce ne sera pas une surprise pour vous si je vous dis que le plaidoyer de M. Ducret m'a convaincu, si j'en avais besoin. Je l'étais déjà avant de l'entendre, mais ses arguments ajoutent encore à ma conviction qu'il faut combattre la minorité II et laisser ce que le Conseil fédéral vous a proposé d'insérer à la lettre g.

En effet, le centre de gravité est que nous voulons apporter cette aide d'abord aux agriculteurs et aux exploitations paysannes. Mais il peut y avoir, dans l'organisation qui n'est pas si simpliste et si rigide que l'on peut l'imaginer, une nécessité économique et cordiale d'ajouter à l'exploitation agricole une exploitation d'une autre nature, mais qui aille dans le prolongement de celle-ci, qui la complète et qui donne ainsi seulement à ceux qui s'y adonnent, non seulement les moyens d'accomplir leur mission agricole, mais aussi une mission rurale.

J'ai utilisé le mot à dessein et vous rendrez à l'agriculture le meilleur service, Messieurs Onken, Bühler et Jagmetti, si vous pouvez imaginer que, dans telle ou telle situation, lorsque c'est indiqué, vous pouvez ajouter, à l'intérieur d'une même exploitation, telle ou telle autre activité, et pas n'importe laquelle. Vous constatez ainsi que la formule du Conseil fédéral et de la majorité délimite cela, d'une manière telle que la minorité I voudrait aller un peu au-delà et ne pas être aussi limitative que le Conseil fédéral.

Personnellement, je suis d'avis que nous devons retenir la formule du Conseil fédéral, le cas échéant celle de la minorité I, mais en tout cas pas celle de la minorité II. Chassons un peu de ces lieux l'esprit de système. Ne faisons pas n'importe quoi. Ayons sans doute de la rigueur, mais chassons l'esprit trop systématique au point qu'il en devient étriqué.

Si, Monsieur Jagmetti, la loi sur l'aménagement du territoire, dans ses définitions, carrées et définitives, ne permet pas telle ou telle activité non strictement agricole, elle peut aussi être changée. Il faut imaginer que, dans l'application et dans les réglementations cantonales et communales, il y a place pour un minimum de fantaisie. Que va-t-il se passer avec l'agriculture confrontée à un certain nombre de défis modernes dans les temps qui viennent? Il se passera qu'on devra bel et bien trouver les chemins et moyens, avec imagination et créativité, afin de l'aider dans son rôle fondamental et principal. Cette aide pourra être accordée, ici ou là, à des activités complémentaires économiquement utiles mais qui ont encore une autre signification et sont humainement bienvenues. Ne nous enfermions pas dans un système figé qui nous interdise, par le biais de cette future loi, de donner le coup d'épaule à ce type d'activité complémentaire.

Ne vous faites aucun souci, l'essentiel restera bel et bien le soutien aux activités agricoles à proprement parler, mais si on peut les aider par la possibilité de faire un coup d'appoint supplémentaire, faisons-le. En soutenant une activité rurale, un génie rural, nous soutiendrons d'autant mieux l'agriculture en tant que telle.

J'ai terminé ma prière, d'une manière presque aussi héroïque que Robert Ducret!

#### Abstimmung – Vote

*Eventuell – A titre préliminaire*  
Für den Antrag der Mehrheit 17 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit I 16 Stimmen

*Definitiv – Définitivement*  
Für den Antrag der Mehrheit 21 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit II 16 Stimmen

#### Art. 15 – 17

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 18

*Antrag der Kommission*  
Streichen  
*Proposition de la commission*  
Biffer

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 19 – 45

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 46 Abs. 3

*Antrag der Kommission*  
Streichen (siehe Art. 18)

#### Art. 46 al. 3

*Proposition de la commission*  
Biffer (en rapport avec suppression art. 18)

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 47, 48 Abs. 2

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### Art. 47, 48 al. 2

*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 49

*Antrag der Kommission*  
*Abs. 1*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Abs. 2*

.... und Betriebshilfen innerhalb der vergangenen drei Jahre einen bestimmten Betrag (Einspruchsgrenze), ....

*Abs. 3, 4*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 5*  
Streichen

#### *Antrag Schmid*

*Abs. 3bis (neu)*

Die Einspruchsgrenze ist nicht zu beachten, wenn eine Verletzung von Artikel 10 Absatz 2 geltend gemacht wird. In diesem Falle ist nebst dem Bund jeder Konkurrent des Gesuchstellers zum Einspruch berechtigt.

**Art. 49***Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

.... octroyés au cours des trois années précédentes excèdent un montant déterminé ....

*Al. 3, 4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 5*

Biffer

*Proposition Schmid**Al. 3bis (nouveau)*

Il n'y a pas de montant limité si l'on fait valoir une infraction à l'article 10, 2e alinéa. Dans ce cas, tout concurrent du requérant est habilité à faire opposition au même titre que la Confédération.

*Abs. 1 – 5 – Al. 1 – 5*

*Angenommen – Adopté*

*Abs. 3bis – Al. 3bis*

**Schmid:** Es ist das Hohelied dieses Gesetzes gesungen worden, und ich stimme dem zu. Es ist ein gutes Gesetz, aber in einem Punkt scheiden sich die Geister seit eh und je, und zwar hinsichtlich des richtigen Empfängerkreises. Während unbestritten ist, dass der einzelne Landwirt nach diesem Gesetz Hilfe beziehen können soll, meinen die einen, dass Körperschaften und Anstalten – im wesentlichen geht es um landwirtschaftliche Genossenschaften – vom Empfängerkreis völlig ausgeschlossen sein sollen, während andere der Auffassung sind, dass diese Leistungen eine besonders hohe Priorität haben sollen.

Der Bundesrat folgt in den Artikeln 9 und 10 einer Mittellinie, indem er solche Körperschaften und Anstalten nicht generell ausschliesst, ihre Beitragsberechtigung aber engen Grenzen unterwirft. Ich halte das für eine gangbare und brauchbare Lösung.

Der Interessengegensatz, den der Bundesrat hier zu lösen hatte, liegt auf der Hand: Wenn landwirtschaftliche Organisationen mit eigener Rechtspersönlichkeit und eigener Rechnung gegenüber dem Produzenten als Abnehmer seiner Produkte auftreten und diese Produkte verwerten oder vertreiben, begeben sie sich aus dem eigentlichen Schutzbereich der Landwirtschaftsgesetzgebung heraus auf die Handels- oder Verwerterstufe und treten damit in Konkurrenz mit einer anderen Wirtschaftsgruppe, dem Agrarhandel und dem Agrarverarbeitenden Gewerbe. Wenn solche auf der Handels- oder Verarbeitungsstufe tätigen landwirtschaftlichen Genossenschaften Beihilfen nach diesem Gesetz erhalten, ergibt sich für sie ein Produktionsvorteil und damit eine mehr oder weniger erhebliche Wettbewerbsverzerrung, weil der gewerbliche Handel und die gewerbliche Verarbeitung Beihilfen nach diesem Gesetz nicht erhalten.

Ich begrüße daher, dass der Bundesrat in Artikel 10 Absatz 2 festgelegt hat, dass solche landwirtschaftlichen Organisationen keine Investitionskredite erhalten, wenn sie entweder in erheblichem Umfang Produkte vermarkten, die nicht von ihren Mitgliedern stammen, oder wenn im betreffenden Einzugsgebiet Betriebe einzelner die vorgesehene Aufgabe ebenso gut, d. h. ohne Investitionskredite erfüllen wollen und können. Wenn diesem Grundsatz nachgelebt wird, ist ein fairer Ausgleich dieses Interessenkonfliktes gewährleistet. Allerdings haben die Direktinteressierten, namentlich die Konkurrenten, keine Möglichkeit, die Beachtung des Grundsatzes von Artikel 10 Absatz 2 durchzusetzen. Wenn ein Konkurrent eine Verletzung von Artikel 10 Absatz 2 feststellt, ist er machtlos, weil er kein Beschwerde- und kein Einspruchsrecht hat. Mir scheint, der Konkurrent muss ein Einspruchsrecht haben und den Bund zwingen können, die Rüge der Verletzung von Artikel 10 Absatz 2 zu überprüfen. Da er aber von der Höhe der gesprochenen Kredite keine Kenntnis hat, darf bei der Rüge der Verletzung von Artikel 10 Absatz 2 keine Einspruchsgrenze gelten.

Das ist der Sinn meines Antrages zu Artikel 49 Absatz 3bis, den ich Ihnen neu im Sinne des Schutzes des Konkurrenten anzunehmen beantrage. Es geht also darum, im Interessenkonflikt zwischen landwirtschaftlichen Organisationen und nichtlandwirtschaftlichen Institutionen, die beide das gleiche auf der Handel- oder Verwerterstufe tun, die vermittelnde Lösung des Bundesrates zu verstärken und aus der sanktionslosen Richtlinie des Artikels 10 Absatz 2 eine durchsetzbare Norm zu machen.

**M. Roth, rapporteur:** La proposition de M. Carlo Schmid s'inscrit en fait dans la concurrence que se livrent les coopératives agricoles et le commerce privé. Une organisation qui commercialise un volume important de produits qui ne résultent pas directement de l'activité de ses membres ne peut pas se voir octroyer des crédits d'investissements. M. Schmid veut renforcer la position du commerce privé, si j'ai bien compris, d'où sa demande. Je dirai d'emblée que la commission parlementaire n'a pas traité de cette proposition. Je vous livre donc une appréciation toute personnelle.

A mon avis, la Confédération est tenue, déjà maintenant, de s'opposer à l'octroi d'un crédit d'investissements si les conditions légales ne sont pas remplies, ce qu'elle a d'ailleurs fait jusqu'ici pour un crédit supérieur à 75 000 francs, et elle doit le faire aussi en tenant compte des intérêts privés, l'article 10, alinéa 2, lettres a et b, le mentionne expressément. Si l'on veut cependant élargir aux particuliers la possibilité de s'opposer à l'octroi d'un crédit d'investissements, il faudrait à tout le moins que le cercle des concurrents soit délimité de façon correcte. On ne peut pas admettre en effet qu'un concurrent vienne déposer une opposition contre une requête d'un crédit d'investissements s'il est domicilié à une centaine de kilomètres et je crois qu'il faut placer là aussi un certain nombre de cauteles, ce qui ne pourra pas être fait dans la loi. C'est vraisemblablement dans le cadre d'une ordonnance qu'il y aura lieu d'aménager ce droit d'opposition.

Pour ma part je ne suis pas opposé à ce qu'on accorde ce nouveau droit aux particuliers.

**M. Delamuraz, conseiller fédéral:** Moi non plus!

Je constate qu'avec le nouvel article 10, alinéa 2, que vous avez voté tout à l'heure il n'y aura pratiquement plus de crédit d'investissements pour les centres collecteurs de céréales et c'est essentiellement le soutien à ces installations, qui était d'ailleurs très modéré ces dernières années et qui le sera encore plus les années prochaines, qui avait posé problème et qui avait indisposé avant tout le commerce privé. Même si la proposition de M. Schmid ne touchera pratiquement qu'un nombre très restreint de cas, je pense qu'elle a l'avantage de pouvoir garantir encore mieux le respect des règles de la concurrence, et c'est à cause de cette qualité fondamentale que personnellement je peux adhérer, tout comme le Conseil fédéral probablement, à la proposition faite par M. Schmid.

*Angenommen gemäss Antrag Schmid*

*Adopté selon la proposition Schmid*

**Gliederungstitel vor Art. 54, Ziff. II, III**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre précédant l'art. 54, ch. II, III**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Gesetzentwurfes

34 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

## **Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft. Bundesgesetz**

## **Crédits d'investissements dans l'agriculture et aide aux exploitations paysannes. Loi**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.079
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.09.1990 - 18:15
Date	
Data	
Seite	548-559
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 187

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.